

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

ADLPARTNER

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €.

Siège social : 3, avenue de Chartres, 60500 Chantilly.

393 376 801 R.C.S. Senlis.

A. – Rapport semestriel d'activité pour le premier semestre 2006

La fusion avec France Abonnements approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2005 a conduit à l'adoption d'un nouvel organigramme à compter du 1er janvier 2006 et à l'intégration effective depuis cette date de l'ensemble des activités du groupe au sein d'ADLPartner. Le premier semestre de ce nouvel exercice a enregistré une nouvelle croissance des deux principaux indicateurs de performance que constituent le volume d'affaires brut et le portefeuille d'abonnements gérés. De son côté, la croissance des investissements commerciaux, pèse sur les résultats comptables qui ne ressortent qu'à l'équilibre en part du groupe alors que la création de valeur s'élève à 2,75 M€.

L'activité commerciale

En France, la société a entrepris de diversifier ses offres et ses canaux de recrutement d'abonnements, conformément à ce qui était attendu de la fusion. Sur la période considérée, les deux lignes de produits, l'abonnement à durée libre et l'abonnement à durée déterminée, ont connu des progressions, tandis que l'activité de vente de livres et objets restait stable.

En Allemagne, Abo Service International s'efforce également d'explorer de nouvelles méthodes de vente, mais souffre toujours des difficultés rencontrées par son principal partenaire. Ses opérations de vente de stocks d'abonnements, qui contribuent de manière très significative à son bénéfice annuel, ont un caractère très saisonnier, ce qui explique la variation de résultat enregistrée sur cette période.

En Grande-Bretagne, les opérations en abonnements à durée libre d'ADLPartner UK ont été réorientées vers une prospection par encarts, moins coûteuse, tandis que celles consacrées aux abonnements à durée déterminée ont été limitées à leur possibilité d'autofinancement.

En Espagne, les partenariats existants se sont poursuivis, mais des difficultés ponctuelles ont affaibli le résultat.

Au Brésil, les opérations initiées en 2005 ont été renouvelées, enregistrant toujours d'excellents rendements, mais des durées de vie d'abonnements qui apparaissent encore assez faibles et qu'on espère améliorer.

Dans sa réunion du 31 mars 2006 le conseil de surveillance a entériné la proposition du directoire de mettre un terme aux opérations en Italie dont les perspectives paraissent trop incertaines. La liquidation de la filiale est en cours.

Le portefeuille d'abonnements à durée libre gérés par le groupe (hors activités arrêtées) s'établissait au 30 juin 2006 à 2 505 000 abonnements contre 2 194 000 au 30 juin 2005, marquant une progression de 14,2 %.

Les résultats semestriels

En application des normes de présentation, le compte de résultat consolidé du premier semestre 2006 est comparé à un compte de résultats pro forma établi pour la même période de 2005, tandis que le bilan au 30 juin 2006 est comparé au bilan réel du 31 décembre 2005.

Le chiffre d'affaires, conforme à la définition imposée par les IFRS, s'établit à 55,11 M€ contre 52 M€ pour les 6 premiers mois de 2005, soit une augmentation de 6 %, alors que les volumes d'affaires brut correspondant ressortent à 120,39 M€ contre 108,92 M€ marquant, à ce niveau, une progression de 10,5 % sensiblement supérieure à celle du chiffre d'affaires. L'explication de cette différence tient notamment à une proportion plus grande d'abonnements à durée libre (dont le chiffre d'affaires est en outre amputé des remises accordées aux clients sur les nouveaux abonnements) du fait notamment des développements à l'étranger.

Le résultat opérationnel s'inscrit à 0,96 M€ en 2006 contre 2,11 en M€ du fait notamment d'une part du poids des investissements commerciaux et d'autre part du report chez Abo Service International d'opérations de ventes d'abonnements sur le second semestre.

L'absence de compensation entre les pertes des filiales consécutives à leurs développements commerciaux et le bénéfice de la société mère entraîne la comptabilisation d'une charge fiscale qui pèse lourdement sur le résultat.

Après prise en compte du résultat net des activités arrêtées (essentiellement la filiale italienne), le résultat net consolidé global ressort en perte de 555 993 € au 1er semestre 2006 contre un bénéfice de 588 544 € pour la période correspondante de l'exercice précédent. En raison de l'impact dans ce résultat de la perte d'Abo Service International dont ADLPartner ne détient que 52,2 %, le résultat net part du groupe est bénéficiaire de 36 190 € contre 887 411 € en 2005.

Comme cela a maintes fois été indiqué, dans le cadre des normes IFRS, ces résultats sont fortement influencés par le niveau des investissements commerciaux en abonnements à durée libre pris en totalité en charges (11,41 M€ contre 10,98 M€ en 2005) alors que les revenus qu'ils génèrent seront étalés en moyenne sur plus de 30 mois ; ils ne reflètent donc pas la réalité économique. C'est ainsi que l'indicateur de la création de valeur qui prend en compte la valeur des abonnements à durée libre consécutifs aux investissements commerciaux consentis conduit aux résultats suivants :

(En M€.)	S1 2006	S1 2005
Création de valeur globale	2,43	6,66
Part du groupe	2,75	6,82
Intérêts minoritaires	-0,32	-0,16

Positive sur le semestre de près de 2,5 M€ (2,75 M€ en part du groupe), la création nette de valeur – mesurée par l'accroissement de l'actif net réévalué de la seule valeur des abonnements gérés – est toutefois en diminution sur la période en raison notamment d'une augmentation du taux d'actualisation utilisé en corrélation avec l'augmentation du taux de l'argent, d'un faible raccourcissement de la durée de vie moyenne des abonnements à l'international, ainsi que d'une légère baisse du rendement de certains des investissements commerciaux.

Comparé à celui du 31 décembre 2005, le bilan consolidé au 30 juin 2006 ne présente pas d'évolution significative; la trésorerie reste abondante du fait notamment d'un besoin de fonds de roulement dont le caractère négatif s'est encore accentué. L'actif net réévalué de la seule valeur des abonnements ressort à 75 M€, s'analysant en 68,4 M€ pour la part du groupe et en 6,6 M€ revenant aux intérêts minoritaires.

Le compte de résultat de la société mère du 1er semestre 2006 ne peut être comparé à celui de la même période de 2005 qui s'était déroulée avant fusion. Le résultat semestriel d'exploitation s'inscrit à 6,05 M€. L'incidence des dotations et reprises de provisions sur les filiales conduit à une provision pour impôt sur les bénéfices élevée puisqu'elle représente 42 % du bénéfice d'exploitation. Dans ces conditions, le bénéfice net social s'établit à 1 908 961 € pour les six premiers mois de 2006, alors qu'il s'était élevé à 2 346 319 € pour l'ensemble de l'exercice 2005.

Informations diverses

Au cours du 1er semestre 2006, le cours de l'action ADLPartner a connu une baisse régulière, revenant de 21,65 € au 31 décembre 2005 à 14,50 € au 30 juin 2006, soit un recul d'environ un tiers que rien ne justifie quand on considère l'actif net corrigé de la société ou la création de valeur sur la période. Il convient toutefois de noter que les échanges n'ont porté que sur une moyenne quotidienne de 2 555 titres contre 4 029 pour l'ensemble de l'année 2005. Au cours du semestre et jusqu'au 21 septembre, aucun franchissement de seuil n'a été déclaré, aucune levée d'option n'a été réalisée et le directoire n'a eu connaissance d'aucune modification ayant pu affecter l'actionnariat.

B. – Comptes semestriels consolidés.

I. – Bilan consolidé au 30 juin 2006.

(En euros.)

Actif	30/06/2006	31/12/2005
Actifs non-courants		
Ecart d'acquisition	171 910	171 910
Immobilisations incorporelles	1 939 659	1 930 482
Immobilisations corporelles	5 149 740	5 097 039
Participations dans les entreprises associées		
Autres actifs financiers	657 861	639 737
Actifs d'impôt différé	5 904 693	4 947 631
Sous-total actifs non-courants	13 823 863	12 786 799
Actifs courants		
Stocks	3 960 790	3 550 163
Actifs d'impôts exigibles		
Clients et autres débiteurs	23 554 733	26 514 627
Autres actifs	3 285 826	5 882 035
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 558 095	10 738 054
Sous-total actifs courants	40 359 444	46 684 879
Total actifs	54 183 307	59 471 678
Passif		
Capital	7 000 632	7 000 632

Réserves consolidées	3 595 226	2 499 437
Résultat consolidé	-555 993	1 030 926
Capitaux propres	10 039 865	10 530 995
Dont		
Part du groupe	5 316 511	5 038 326
Intérêts minoritaires	4 723 354	5 492 669
Passifs non-courants		
Provisions à long terme	381 217	370 506
Passifs financiers	1 041 184	1 214 273
Impôts différés	901 996	1 126 020
Sous-total passifs non-courants	2 324 397	2 710 799
Passifs courants		
Provisions à court terme	183 624	550 341
Dettes fiscales et sociales	9 844 405	7 793 472
Fournisseurs et autres créditeurs	30 980 974	35 325 046
Passifs financiers	666 103	2 423 003
Autres passifs	143 939	138 022
Sous-total passifs courants	41 819 045	46 229 884
Total capitaux propres et passifs	54 183 307	59 471 678

II. – Compte de résultat consolidé au 30 juin 2006.

(En euros.)

	30/06/2006	30/06/2005 Proforma
Chiffre d'affaires net H.T.	55 111 922	51 995 537
Autres produits de l'activité	0	28 380
Achats consommés	-11 632 666	-10 331 307
Charges de personnel	-10 620 305	-10 145 217
Charges externes	-29 089 955	-25 983 191
Impôts et taxes	-605 797	-619 236
Dotations aux amortissements des immobilisations	-501 590	-727 367
Dotations aux provisions	-1 223 142	-1 340 680
Autres produits et charges d'exploitation	-477 753	-770 494
Résultat opérationnel	960 714	2 106 425
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	128 594	83 714
Coût de l'endettement financier brut	-37 554	-35 814
Coût de l'endettement financier net	91 040	47 900
Autres produits et charges financiers	-121 725	166 068
Charge d'impôt	-1 346 542	-1 348 441
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	-416 513	971 952
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-139 480	-383 408
Résultat net	-555 993	588 544
Part du groupe	36 190	887 411
Intérêts minoritaires	-592 183	-298 867

Résultat par action	0,01	0,22
---------------------	------	------

III. – Tableau de flux de trésorerie consolidé au 30 juin 2006.

(En euros.)

	30/06/2006	30/06/2005 proforma
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	-555 993	588 545
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	145 728	727 902
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	154 589	24 538
Autres produits et charges calculés		
Plus et moins-values de cession	-8 566	10 557
Profits et pertes de dilution		
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Dividendes (titres non consolidés)		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-264 242	1 351 542
Coût de l'endettement financier net	-91 040	-40 781
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	1 346 542	1 348 441
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt (A)	991 260	2 659 202
Impôts versé (B)	544 135	-1 364 852
Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-220 192	-3 245 888
Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	1 315 203	-1 951 538
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-560 906	-1 900 268
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8 779	22 506
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		-124 050
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)		189 670
Incidence des variations de périmètre		-1 384 438
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)		
Variation des prêts et avances consentis		
Subventions d'investissement reçues		
Autres flux liés aux opérations d'investissement	-16 645	-14 699
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-568 772	-3 211 279
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital		
Versées par les actionnaires de la société mère		
Versées par les minoritaires des sociétés intégrées		
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats et reventes d'actions propres	-5 565	-87 601
Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées	-2 850	
Encaissements liés aux nouveaux emprunts		1 224 050
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-170 980	-60 980
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	93 827	105 887
Autres flux liés aux opérations de financement	-175 893	6 341

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-261 461	1 187 697
Incidence des variations des cours des devises (G)	85 753	-166 081
Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	570 723	-4 141 201
Trésorerie d'ouverture	8 683 115	10 782 316
Trésorerie de clôture	9 253 838	6 641 115

IV. — Tableau de variation des capitaux propres au 30 juin 2006.

(En k€.)	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total ensemble consolidé
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées (2)	Résultat de l'exercice	Total		
Capitaux propres au 01/01/2005	6 251	29 452	-31 387	0	4 316	4 966	9 282
Augmentation de capital	750	-750			0		0
Ecart de conversion			-159		-159		-159
Résultat de l'exercice				887	887	-299	588
Impact stock d'adresses		-1 248	1 248		0		0
Impact composants		5			5		5
Impact charges à répartir		-18 784	18 784		0		0
Impact actions propres			-26		-26		-26
Impact stocks options			24		24		24
Variation de périmètre			-6		-6	135	129
Capitaux propres au 30/06/2005	7 001	8 675	-11 522	887	5 041	4 802	9 843
Capitaux propres au 01/01/2006	7 001	11 021	-12 983	0	5 039	5 492	10 531
Ecart de conversion			88		88		88
Résultat de l'exercice				36	36	-592	-556
Versement dividende SCI Rue de Chartres					0	-3	-3
Remboursement "Capital Réserve" ADLP Marketing					0	-174	-174
Impact actions propres			-1		-1		-1
Impact stocks options			33		33		33
Impact plan d'attribution d'actions gratuites			122		122		122
Capitaux propres au 30/06/2006	7 001	11 021	-12 741	36	5 317	4 723	10 040

(1) Primes d'émission, d'apport, de fusion + réserve légale + autres réserves + report à nouveau.

(2) Réserves groupe + écart de conversion.

V. — Indicateurs clés de performance au 30 juin 2006.

1. Volume d'affaires brut (VAB).

Le volume d'affaires brut représente la valeur des abonnements et autres produits commercialisés, alors que le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut de commissionnaire de presse pour les ventes d'abonnements) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires correspond donc en réalité à une marge brute, puisqu'il déduit du montant des ventes encaissées le coût des magazines vendus, alors que, dans le cas des autres produits commercialisés, il représente un chiffre d'affaires au sens habituel du terme.

Ce volume d'affaires brut s'entend avant toutes remises et annulations. C'est pourquoi, il représente l'indicateur le plus stable et le plus homogène de notre activité.

Il se présente comme suit :

— Par zones géographiques :

(En K€)	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005 (*)
France	105 637	95 192

ASI	8 190	9 526
Suisse	492	523
Hispania	3 043	1 405
UK	2 711	2 277
Brésil	315	-
International	14 751	13 731
Total	120 388	108 923
<i>(*) proforma</i>		

— Par offre produit :

(En K€)	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005 (*)
Offre abonnements à durée libre	72 939	63 096
Offre abonnements à durée déterminée	30 814	28 766
Offre livres, objets, audio, vidéo	14 468	14 408
Autre offres	2 168	2 653
Total	120 388	108 923
<i>(*) proforma</i>		

2. Création de valeur.

Le portefeuille d'abonnements à durée libre gérés par la société et ses filiales et dont elles détiennent les droits financiers qui était de 2 425 374 unités (proforma) au 31 décembre 2005 atteignait 2 511 574 abonnements au 30 juin 2006.

Cet accroissement représente une augmentation de valeur de l'actif réel, non pris en compte dans les états comptables consolidés. La valeur du portefeuille d'abonnements à durée libre peut en effet être calculée en actualisant les revenus nets futurs que vont générer ces abonnements tout au long de leur durée de vie. Ces revenus peuvent être déterminés de façon précise grâce à la connaissance statistique que la société a accumulée depuis plusieurs années du comportement de ces abonnements en France et dans ses filiales. La courbe de vie des abonnements recrutés par une opération promotionnelle permet de déterminer, avec une grande fiabilité, à tout moment l'espérance de vie résiduelle des abonnements restants. En appliquant au nombre des abonnements restant à servir le revenu moyen constaté, et la marge sur coûts directs (déduction faite des remises à payer), on obtient la contribution nette restant à recevoir des abonnements résiduels correspondant à une opération et l'actualisation de cette contribution donne la valeur de cette quantité d'abonnements. En cumulant toutes les valeurs attachées à l'ensemble des opérations, on détermine la valeur globale du portefeuille d'abonnements détenus.

Ces valeurs de portefeuille sont ensuite corrigées de l'impôt latent. On ne retient enfin que la part revenant au groupe dans la valeur du portefeuille d'abonnements.

Dans le cadre particulier du comparatif avec l'exercice antérieur, un proforma intégrant les effets de la fusion a été réalisé.

(En MK€)	Au 30/06/2006	Au 30/06/2005 (*)
Création de valeur globale	2,43	6,66
Dont part du Groupe	2,75	6,82
Dont intérêts minoritaires	-0,32	-0,16
<i>(*) proforma</i>		

Le détail de la création de valeur part du groupe se présente ainsi :

Création de valeur (pdg)

(En K€)	Résultat net (pdg)		Variation de valeur du portefeuille ADL (pdg) (sur la période)		Création de valeur (pdg) (sur la période)		Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts) (pdg) au :	
	30/06/2005 (*)	30/06/2006	30/06/2005 (*)	30/06/2006	30/06/2005 (*)	30/06/2006	31/12/2005	30/06/2006
Activités en cours								
France	2 662	2 928	4 264	1 768	6 926	4 696	52 521	54 289
Abo Service International	-281	-635	506	306	225	-329	1 740	2 046

ADLP Suisse	63	63	-191	-2	-128	62	311	310
ADLP Espagne	-563	-667	822	181	259	-486	3 492	3 673
ADLP UK	-620	-1 142	397	495	-223	-648	2 115	2 609
ADLP Brésil		-379				-379		
Total de l'international	-1 401	-2 760	1 534	980	133	-1 780	7 658	8 638
Total des activités en cours	1 261	168	5 798	2 748	7 059	2 915	60 180	62 927
Activités arrêtées								
ADLPM (arrêtée en 2004)	-20	-18			-20	-18		
ADLP Italie (arrêtée en 2005)	-355	-113	138	-39	-217	-152	228	188
Total des activités arrêtées	-375	-131	138	-39	-237	-171	228	188
Total société	887	36	5 936	2 708	6 823	2 745	60 407	63 116

(*) Proforma

VI. – Annexe aux comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2006.

1. – Informations générales

Le Groupe ADLPartner commercialise des abonnements de la presse magazines, ainsi que des livres et autres produits culturels. Il le fait au moyen de mailings, d'encarts, d'opérations Internet ou de télémarketing.

La clientèle prospectée est issue :

- soit de fichiers de noms détenus en propre
- soit de fichiers fournis par des enseignes partenaires dans le cadre d'opérations de marketing de fidélisation.

La société tête de groupe est ADLPartner, société de droit français, SA à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €, domiciliée 3 avenue de Chartres - 60500 Chantilly, cotée sur Eurolist Euronext Paris – compartiment C – Isin FR0000062978.

Le directoire a arrêté les états de financiers consolidés le 21 septembre 2006 et le conseil de surveillance a donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 30 juin 2006 le 22 septembre 2006.

Faits significatifs du 1er semestre 2006

La fusion avec France Abonnements approuvée par l'assemblée générale extraordinaire du 21 décembre 2005 a conduit à l'adoption d'un nouvel organigramme à compter du 1er janvier 2006 et à l'intégration effective depuis cette date de l'ensemble des activités du groupe au sein d'ADLPartner. Dans sa réunion du 31 mars 2006 le conseil de surveillance a entériné la proposition du directoire de mettre un terme aux opérations en Italie dont les perspectives paraissent trop incertaines. La liquidation de la filiale est en cours.

2. – Règles et méthodes comptables

Les états financiers consolidés semestriels résumés ont été préparés en conformité avec la norme IAS 34 et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS).

Les règles et méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels établis au 31 décembre 2005.

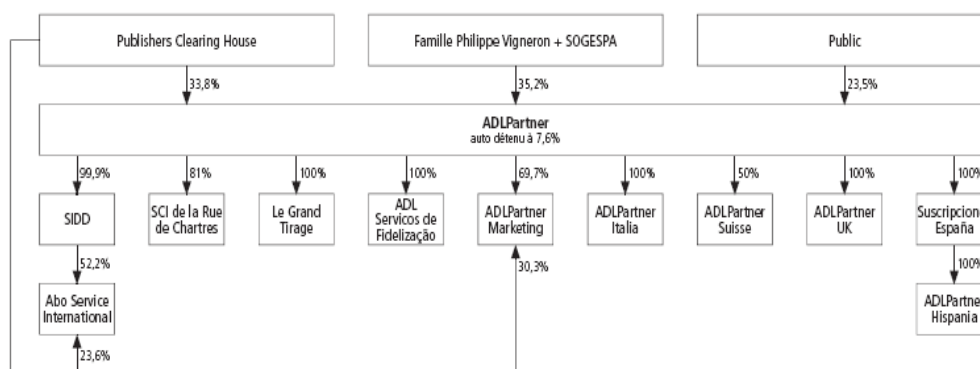
Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, mais n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe :

- amendement à IAS 19 – Ecart actuariels, régimes multi employeurs et informations à fournir (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : le Groupe n'est pas concerné par les options et obligations supplémentaires introduites par cet amendement ;
- amendement à IAS 39 – Option juste valeur (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Cet amendement n'a pas d'impact sur la classification et l'évaluation des instruments financiers classés à la juste valeur par résultat avant le 1er janvier 2006, le Groupe étant à même de respecter les conditions modifiées de désignation d'un instrument financier à la juste valeur par résultat ;
- amendement à IAS 21 – Investissement net dans une entité étrangère (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Cet amendement est sans impact pour le Groupe ;
- amendement à IAS 39 – Couverture de flux de trésorerie au titre de transactions intragroupe futures (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Le Groupe n'est pas concerné par cet amendement ;
- amendement à IAS 39 et IFRS 4 – Contrats de garanties financières (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Le Groupe n'est pas concerné par cet amendement ;
- IFRS 6, Prospection et évaluation de ressources minérales (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Le Groupe n'est pas concerné par cette norme ;
- IFRIC 4, Droit d'utilisation d'actifs : conditions permettant de déterminer si un accord contient une location (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Après examen des différents contrats, le Groupe a conclu que cette interprétation demeurerait sans impact significatif sur les règles de comptabilisation des contrats de location retenues jusqu'alors ;
- IFRIC 5, Droits aux intérêts émanant de fonds de gestion dédiés au remboursement des coûts de démantèlement et de remise en état des sites (applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2006) : Le Groupe n'est pas concerné par cette interprétation ;
- IFRIC 6, Passifs résultant de la participation à un marché spécifique – Déchets d'équipements électriques et électroniques ((applicable aux exercices ouverts à compter du 1er décembre 2005) : Cette interprétation ne s'applique pas aux activités du Groupe.

Les nouvelles normes, amendements à des normes existantes et interprétations suivantes ont été publiées mais ne sont pas applicables en 2006 et n'ont pas été adoptées par anticipation :

- IFRIC 7, Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 – Information financière dans les économies hyper inflationnistes (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er mars 2006) : La Direction estime qu'à ce jour cette interprétation ne devrait pas s'appliquer aux activités du Groupe ;
- IFRIC 8, Champ d'application d'IFRS 2 (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er mars 2006) : La Direction estime qu'à ce jour cette interprétation ne devrait pas s'appliquer aux activités du Groupe ;
- IFRIC 9, Réexamen des dérivés incorporés (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er juin 2006) : la Direction estime que cette interprétation n'a pas d'impact pour le Groupe ;
- IFRIC 7, Instruments financiers : information à fournir (applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007) , Amendement IAS 1, Présentation des états financiers : information à fournir sur le capital (entrée en vigueur à compter du 1er janvier 2007) : La Direction du Groupe procède actuellement à l'examen de l'impact de l'interprétation IFRIC 7 et de l'amendement à IAS 1 qu'elle appliquera à compter du 1er janvier 2007.

Le périmètre de consolidation est inchangé par rapport au 31 décembre 2005 de même que les pourcentages de contrôle. L'organigramme se présente comme suit :



3. – Notes relatives au bilan

Comparé à celui du 31 décembre 2005, le bilan consolidé au 30 juin 2006 ne présente pas d'évolution significative ; la trésorerie reste abondante du fait notamment d'un besoin de fonds de roulement dont le caractère négatif s'est encore accentué. Le capital est resté inchangé et il n'y a pas eu de distribution de dividendes.

4. – Notes relatives au compte de résultat

En application des normes de présentation, le compte de résultat consolidé du premier semestre 2006 est comparé à un compte de résultat pro forma établi pour la même période de 2005.

Le chiffre d'affaires net hors taxes, conforme à la définition imposée par les IFRS, s'établit à 55,11 M€ contre 52 M€ pour les 6 premiers mois de 2005, soit une augmentation de 6 %, réparti par zone géographique comme suit :

(En K€.)	1 ^{er} semestre 2006	1 ^{er} semestre 2005	Variation
France	48 412	44 644	8,4 %
International	6 700	7 352	-8,9 %
Total	55 112	51 996	6,0 %

Les autres indicateurs clés de performance sont analysés dans un module spécifique.

5. – Informations complémentaires

5.1. – Engagements donnés et reçus

5.1.1. – Engagements donnés

Le conseil de surveillance a décidé d'attribuer à M. Jean-Marie Vigneron , président du directoire , à la date du 1er juillet 2006, un nombre d'options égal à 225 000 € divisé par le cours moyen de clôture des 20 bourses qui précéderont le 1er juillet, options qui seront exerçables dans les mêmes conditions que celles, qui lui ont été précédemment consenties. Ces options ne seraient donc exerçables qu'après un délai de trois ans (sous réserve d'être présent à cette date) et le resteraient pendant une période de sept ans, soit du 1er juillet 2009 au 30 juin 2016. Le prix d'exercice, égal au cours moyen de clôture des 20 bourses ayant précédé le 1er juillet 2006, est fixé à 15,98 €.

5.2. – Evénements postérieurs à la clôture

ADLPartner a racheté en juillet à la Société Editrice du Monde les 19 % de la SCI de l'avenue de Chartres qu'elle ne possédait pas pour 267 204 € et a, ainsi, porté sa détention à 100 %.

6. – Informations sectorielles

Les résultats par zone géographique pour le 1er semestre 2006 sont détaillés ci-après :

(En K€.)	France	International	Consolidé
Chiffre d'affaires H.T.	48 930	6 700	55 630
Chiffre d'affaires H.T. inter-zone	-518		-518
Chiffre d'affaires net H.T. par zone	48 412	6 700	55 112
Résultat opérationnel	5 215	-4 254	961
Résultat net	2 932	-3 488	-556

Les informations proforma, relatives au premier semestre 2005, n'ont pu être établies en raison des travaux lourds et coûteux nécessaires à leur établissement.

7. – Note explicative du passage du compte de résultat consolidé au 30 juin 2005 - tels que publié au document E – à celui publié dans les comptes intermédiaires au 30 juin 2006 au titre du 30 juin 2005

Préambule

Les comptes semestriels arrêtés au 30 juin 2005, tels qu'ils ont été publiés dans le document E déposé auprès de l'AMF en novembre 2005, ont été établis avant la clôture de l'exercice 2005 sur la base d'options non encore définitives. Pour une application comparable aux états financiers intermédiaires du 30 juin 2006, le compte de résultat semestriel au 30 juin 2005 a été représenté selon les mêmes modalités de présentation et d'évaluation que celles retenues à la clôture du 31 décembre 2005 et du 30 juin 2006. Les principaux reclassements et retraitements sont expliqués ci après et chiffrés dans les tableaux joints note 3.

7.1. – Chiffre d'affaires et dépenses corrélées aux ventes (IAS 18)

En application d'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », les ventes sont évaluées à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette du coût des magazines vendus dû aux éditeurs, des annulations, des remises accordées et des taxes basées sur les ventes. Une analyse plus précise des dépenses à déduire des revenus nous a amenés à opérer des reclassements entre différentes lignes du compte de résultat.

Ces reclassements n'ont aucun impact sur le résultat.

7.2. – Pertes sur créances irrécouvrables et reprises sur provisions clients (IAS 18)

Les pertes sur créances irrécouvrables initialement positionnées dans le poste « Charges externes » et les reprises sur provisions de dépréciation clients utilisées initialement positionnées dans le poste « Dotations aux provisions » sont reclassées dans le poste « Autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat.

Ces reclassements n'ont aucun impact sur le résultat.

7.3. – Reclassement d'une immobilisation incorporelle en stock (IAS 2 et IAS 18)

Après une analyse approfondie des dépenses d'acquisition d'adresses, inscrites dans un premier temps en immobilisation incorporelle, il est apparu que ces dépenses avaient plutôt la nature d'un stock que celle d'une immobilisation incorporelle. L'actif et les charges de l'exercice ont donc été reclassés. Ces reclassements n'ont aucun impact sur le résultat.

7.4. – Impôts différés (IAS 12)

Conformément à IAS 12 et aux méthodes définies par le groupe, des déficits reportables nés au cours d'exercice antérieurs avaient été activés durant le premier semestre 2005. La revue des périodes comptables sur lesquelles les critères d'activation des déficits reportables sont effectivement apparus étant antérieure au 1er janvier 2005, les impôts différés actifs sont reclassés de résultat en réserves.

Ce reclassement minore le résultat de 621 K€ et augmente les réserves d'autant.

7.5. – Activités arrêtées

En mars 2006, le groupe a décidé d'arrêter ses activités en Italie. Conformément à IFRS 5 et à IAS 1, l'impact de l'arrêt d'activité est présenté sur une ligne isolée du compte de résultat et les périodes antérieures sont retraitées pour favoriser la comparabilité.

7.6. – Approche par composants (IAS 16)

Les études réalisées pour la détermination des différents composants du patrimoine immobilier et de leur durée d'utilité n'ayant abouti qu'après la publication du document E, la valeur des immobilisations a été corrigée. Conformément à IAS 12, cette augmentation de valeur s'est accompagnée de la constatation d'un impôt différé.

L'impact sur le résultat s'élève à une augmentation nette d'impôt de 27 K€.

7.7. – Réévaluation des actifs d'impôts différés (IAS 12)

Conformément à IAS 12, le groupe comptabilise ses actifs d'impôts différés quand il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Après une étude complémentaire de la situation fiscale des filiales à l'internationale, il est apparu que des déficits reportables non activés remplissaient les critères d'activation définis par le groupe conformément à IAS 12. Ces déficits fiscaux ont donc été activés par réserves, au titre de ceux nés sur les exercices antérieurs et qui remplissaient les critères à l'ouverture de l'exercice présenté, et par résultat, pour ceux nés sur la période ou pour lesquels les critères ont été atteints au cours de la période présentée.

L'impact sur le résultat s'élève à une augmentation de 685 K€.

7.8. – Tableau de passage

	30/06/2005	Retraitements & reclassements complémentaires								Total 30/06/2005	
		Option Prov document E	Approche par composants	Goodwills	Stock	Impôts différés	IDA	CA et dépenses corrélées aux ventes	Pertes clients & reprises provisions clients		Reclas- sement activité arrêtées
Compte de résultat											
Chiffre d'affaires Net HT	51 717 022						318 326		-39 811	51 995 537	
Autres produits de l'activité	28 380									28 380	
Achats consommés	-10 321 174			-88 882					78 749	-10 331 307	
Charges de personnel	-10 222 645								77 428	-10 145 217	
Charges externes	-28 438 194						398 674	1 825 903	230 426	-25 983 191	
Impôts et taxes	-627 350								8 114	-619 236	
Dotations aux amortissements des immobilisations	-857 065	40 744		88 882					72	-727 367	
Dotations aux provisions	442 320						-717 000	-1 066 000		-1 340 680	
Autres produits et charges d'exploitation	-10 591							-759 903		-770 494	
Résultat opérationnel	1 710 703	40 744	0	0	0	0	0	0	354 978	2 106 425	
Produits de trésorerie et équivalents trésorerie	83 729								-15	83 714	
Coût de l'endettement financier brut	-35 814									-35 814	
Coût de l'endettement financier net	47 915	0	0	0	0	0	0	0	-15	47 900	
Autres produits et charges financiers	165 905								163	166 068	
Charge d'impôt	-1 399 595	-14 232	873		-620 776	685 289				-1 348 441	
Dotations amortissements écart d'acquisition	0										
Résultat net avant résultat des activités arrêtées	524 928	26 512	873	0	-620 776	685 289	0	0	355 126	971 952	
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-28 282								-355 126	-383 408	
Résultat net	496 646	26 512	873	0	-620 776	685 289	0	0	0	588 544	
Dont :											
Part du groupe	1 143 640									887 411	
Intérêts minoritaires	-646 994									-298 867	

C. – Rapport des commissaires aux comptes sur l'exercice limité des comptes semestriels.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société ADLPartner, relatifs à la période du 1er janvier 2006 au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 7 de l'annexe aux états financiers qui explique le passage du compte de résultat consolidé au 30 juin 2005 tel que publié au document E, à celui publié dans les présents comptes.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.
Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 10 octobre 2006.
Les Commissaires aux Comptes :

Grant Thornton,
Membre français de Grant Thornton
International :
Gilles Hengoat,
Associé ;

Boissière Expertise Audit :
Tita A. Zeïtoun,
Associée.

0616050